



COMMUNE de PAULHAN ARRETE DU MAIRE

N° : 2024/PM74

Portant sur l'occupation du domaine public, animation pédagogique parking city stade.

Le Maire,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2211-1, L2213-1, 2, et 3 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation (livre 1, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, ;

Vu les mesures publiques du plan VIGIPIRATE été-automne 2024 en date du 07 Mai 2024 ; mesures renforcées urgence attentat ;

Vu la demande du pôle ado de la communauté de communes du Clermontois en date du 22 Mai 2024 afin d'implanter une caravane pédagogique ainsi qu'un mini bus parking city stade rue St Sébastien à Paulhan 34230 ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publiques notamment des débits de boissons, spectacles, jeux et autres lieux publics ;

Considérant que pour permettre l'organisation de cette rencontre pédagogique sur le parking du city stade Rue St Sébastien, il convient pour des raisons de sécurité d'interdire le stationnement et la circulation de tous les véhicules ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La communauté de Communes du Clermontois, par le biais de son pôle Ado est autorisée à occuper le domaine public afin d'organiser et de permettre le déroulement d'une rencontre pédagogique autour du thème du gaspillage alimentaire le Mercredi 19 juin 2024 de 14h00 à 19h00 parking City stade rue St Sébastien.

ARTICLE 2 : Le stationnement et la circulation de tous véhicules seront interdits aux lieux, dates et heures mentionnées à l'Article 1.

ARTICLE 3 : Afin d'informer les usagers de la voirie publique des présentes dispositions, les services techniques communaux auront à charge de mettre en place la signalisation réglementaire par panneaux d'interdiction de stationner.

ARTICLE 4 : Responsabilité :
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois, à compter de sa présente publication.

2024/140

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du déroulement de la manifestation.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : Validité, renouvellement de l'arrêté et remise en état des lieux :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale jusqu'au mercredi 19 Juin 2024, 19h00, fin de manifestation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 7 : La Brigade de Gendarmerie de Clermont l'Hérault, le pôle ado de la CC du Clermontois, les services techniques municipaux, ainsi que la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

Le Maire
Claude VALERO



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif qui peut être saisi par l'application informatique « Télérécoeurs citoyens » accessible par le site internet www.telerecoeurs.fr dans un délai de deux mois, à compter de sa présente publication.